



La Commune



La police, médiateur du maire ?

médiateur du maire ? | Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville

Le samedi 10 juin 2006, des parents d'élèves et des enseignants de l'école maternelle Henri Barbusse se sont rassemblés devant l'hôtel de ville et ont demandé à être reçus par le maire. Pour toute réponse, celui-ci leur a envoyé la police. C'est une pratique devenue courante à Alfortville ... où M. le maire, à chaque fois qu'il est confronté aux interrogations légitimes de la population, choisit d'appeler la police à la rescousse. Voilà sans aucun doute une bien curieuse conception du dialogue social ...

Nous aurions pu croire que cet " accueil " était réservé aux mal-logés qui, il y a un an, manifestaient tous les samedis devant la mairie pour être reçus, eux aussi.

Nous aurions pu croire que le maire avait une aversion particulière à l'égard des délégations du CCSA et des délégations en faveur des mal-logés.

Eh bien non. Le maire ne tolère aucun rassemblement, aucune délégation susceptible de contester ses décisions et ses choix. Parents d'élèves, enseignants, mal-logés n'ont qu'à bien se tenir !

Le maire se cache derrière la police

À chaque fois qu'un problème social survient, le maire se cache derrière la police et l'appelle à la rescousse.

Ainsi, lorsqu'il ne veut pas qu'un élu prenne la parole au conseil municipal, il appelle la force publique, fait évacuer la salle puis fait évacuer l'écu manu militari. C'est ce qui s'était passé le 27 juin 2005.

Ainsi, pour parer à d'éventuelles manifestations, il prend un arrêté interdisant toute manifestation les samedis devant la mairie.

Ainsi, lorsque des familles mal-logées ou sans logis occupent une résidence laissée vide, le maire fait croire que cette résidence doit être évacuée d'urgence pour être mise à la disposition des personnes âgées dépendantes. Il obtient très vite un jugement d'expulsion de ces familles en détresse. Le 7 juillet 2005, les CRS bouclent le quartier, investissent la résidence. Le jour même, il fait murer la résidence. Un an après : cette résidence est toujours vide. Trente-deux studios équipés sont laissés à l'abandon. Les personnes âgées dépendantes attendent encore ...

Le maire ne tolère aucune délégation

On pourrait multiplier les exemples du même acabit : le 20 décembre, Daniel Petri, conseiller municipal, veut accompagner des mères de familles à la mairie. Dès que ce groupe de 5 à 6 personnes est dans la mairie, la police arrive, commandant en tête, qui les somme de quitter les lieux. Le 30 décembre, lorsque Monseigneur Jacques Gaillot se présente à l'hôtel de ville pour demander à être reçu afin de soutenir les familles qui campent devant la mairie, même dispositif policier.

Maintenant, ce sont les parents et enseignants de la maternelle Barbusse qui subissent le même sort. Ils sont pourtant très inquiets des conditions dans lesquelles leurs enfants vont aller à l'école, à la rentrée prochaine : certains d'entre eux devront aller à Lacorre-Moreau, à 5 km de là, d'autres resteront à Barbusse en plein chantier de reconstruction. Ce qui pose des problèmes de sécurité, de déplacements, de cantine. Autant de désagréments qui auraient pu être évités si le maire avait accepté de construire une nouvelle école dans le Nord d'Alfortville au lieu d'agrandir les écoles existantes.

Le maire ne veut pas écouter les habitants

En fait, parents, enseignants et mal-logés butent sur les mêmes choix urbains du maire. Le maire préfère la vente des terrains aux promoteurs pour y ériger des bureaux et des logements hors de prix à la construction d'équipements publics : école et logements sociaux.

Au-delà, tous les habitants font le même constat : le maire est injoignable, il répond rarement aux courriers de ses administrés, il ne reçoit personne.

Le maire ne veut pas écouter les habitants. En leur envoyant la police, il montre qu'il ne les respecte pas.

À Alfortville, le dialogue démocratique et la démocratie communale ont été remplacés par le fait du prince.

Cela ne peut plus durer. Force doit rester à la démocratie.

Luciano Fitini,
le 15 juin 2006.

Modifié le lundi 19 juin 2006

Voir aussi dans la catégorie CCSA Alfortville

Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville : Pétition pour une loi interdisant les expulsions

Pour les familles frappées par la crise. Nous voulons une loi interdisant les expulsions. >>

Comité Chômeurs - Saliés d'Alfortville : Loi el Khomri - loi « travail » , une déclaration de guerre contre les salariés, les jeunes et la population

Depuis quelques jours, un vent de fronde se lève dans tout le pays, face au projet de loi El Khomri, frauduleusement appelée « Loi Travail ». Ce projet de détruit, d'un seul coup, les... >>

HALTE A LA RECUPERATION !

Le Comité chômeurs-saliés d'Alfortville ne donnera aucune consigne de vote aux Municipales, considérant que PERSONNE NE NOUS REPRESENTE, nous, les chômeurs, nous, les mal-logés, nous, les... >>

Halte aux expulsions

A nouveau, le CCSA mène campagne contre les expulsions de logement. Mais, cette fois, se dessine la possibilité de la constitution d'un collectif unitaire de défense contre les expulsions à... >>

l'unité contre les expulsions

Le 30 octobre 2009, les habitants du 2, rue Veron, considérés comme " squatters ", étaient expulsés par les forces de l'ordre de cet immeuble, après quatre années de bataille pour leur droit au... >>

Pour sauver le droit au logement

Depuis 15 ans, le Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville combat pour la défense du droit au logement. Ce combat a permis le relogement de plus de 300 familles mal logées et sans logis en HLM.... >>
